

La mise en valeur des archives politiques : synthèse d'une réflexion et d'une volonté communes

Le 18 mai 2007 se tenait, à l'Assemblée nationale du Québec, une table ronde sur la mise en valeur des archives politiques, une initiative de la Société du patrimoine politique du Québec (SOPOQ). Les intervenants regroupés pour cette occasion provenaient d'institutions nationales, de milieux syndicaux, de partis politiques et de centres d'archives¹. Cette rencontre avait pour objectif de répertorier les efforts de diffusion actuels, mais aussi de définir de nouvelles avenues afin de valoriser les archives politiques et de les rendre plus accessibles encore, une problématique située au cœur du mandat de la SOPOQ².

Les institutions gouvernementales québécoises : l'Assemblée nationale du Québec et Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

Au Québec, deux institutions gouvernementales sont actives dans le domaine des archives politiques : l'Assemblée nationale du Québec et Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). Sous l'impulsion de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, ces deux institutions signaient, en mars 2003, le *Protocole d'entente sur les archives des membres de l'Assemblée nationale et du Conseil législatif* qui concerte leurs efforts quant à la collecte, la sauvegarde et la mise en valeur des archives de parlementaires. Ce protocole définit les axes d'acquisition, BAnQ se concentrant sur les fonds de parlementaires ayant exercés des fonctions ministérielles, alors que l'Assemblée acquière principalement les archives d'hommes et de femmes ayant exercé des fonctions parlementaires. En ce qui concerne les archives de députés, elles sont dirigées vers les centres d'archives et d'histoire régionaux.

L'Assemblée, via sa Bibliothèque, se concentre principalement sur trois projets de mise en valeur des archives politiques. En premier lieu, cette valorisation passe inévitablement par la sensibilisation des parlementaires sur la valeur des documents qu'ils produisent et leur responsabilité quant à la constitution de la mémoire politique du Québec. La seconde édition de *Vos archives, une contribution à la mémoire du Québec : guide à l'intention des parlementaires et de leur personnel*³ répond à ce besoin en offrant des outils facilitant la gestion des archives par les parlementaires et le personnel impliqué. Les résultats de ce programme de sensibilisation ont d'ailleurs été visibles dès 2007. Un second moyen de diffusion réside dans le *Répertoire des fonds d'archives de parlementaires québécois*⁴, qui contient le signalement d'archives liées à près de 700 parlementaires, de 1792 à aujourd'hui. En dernier lieu, l'Assemblée participe à des expositions qui contribuent à mettre en évidence la valeur de témoignage historique des archives de parlementaires⁵.

De son côté, BAnQ utilise principalement l'accès aux archives et la numérisation pour valoriser les archives politiques qu'elle détient. Pour BAnQ, l'accès efficient et efficace passe essentiellement par la réalisation d'instruments de recherche décrivant, à des niveaux de précision variable, le contenu des fonds. Toutefois, une spécification est apportée, et cela dans la mesure où les fonds de parlementaires méritent

¹ Une liste des participants à cette table ronde se trouve à la fin du présent compte-rendu.

² Mandat : inventorier, approfondir les connaissances patrimoniales, mettre en valeur le patrimoine politique du Québec.

³ ³ Lemay, Bruno et al. 2005. *Vos archives, une contribution à la mémoire du Québec : guide à l'intention des parlementaires et de leur personnel*. 2e éd. revue et augm. Québec : Assemblée nationale du Québec.

⁴ Hudon, Francine et al. 2005. *Répertoire des fonds d'archives de parlementaires québécois*. Édition révisée de: *Inventaire des fonds d'archives relatifs aux parlementaires québécois*. Québec : Assemblée nationale du Québec.

Ce répertoire est également disponible en ligne sur le site Web de l'Assemblée nationale du Québec. Voir : <http://www.assnat.qc.ca/fra/Bibliotheque/archives/guide/index.html>. Il a été souligné, lors des échanges, qu'un inventaire des centres d'archives et d'histoire régionaux serait également souhaitable afin de compiler le plus exactement possible tous les fonds de parlementaires.

⁵ Ce sera le cas dans le cadre des événements commémoratifs entourant le 400^e anniversaire de la fondation de la ville Québec.

assurément une attention particulière, mais ne doivent pas pour autant éclipser des fonds complémentaires comme ceux de photographes ou de caricaturistes, qui peuvent également constituer une source de documentation révélatrice de l'histoire politique du Québec.

La numérisation, que se soit au niveau de la pièce ou du fonds, se conçoit à BAnQ tel un moyen de diffusion extraordinaire, mais nécessitant un travail de préparation colossal. En effet, la description des pièces mises en ligne est une condition *sine qua none* à une diffusion convenable. De plus, ce procédé rencontre souvent de nombreux obstacles d'ordre législatif intrinsèques au respect de lois telles celles sur les droits d'auteurs, l'accès aux documents, les renseignements personnels ou le droit à l'image.

Les institutions gouvernementales canadiennes : Bibliothèque et Archives Canada (BAC) et le Musée canadien des civilisations (MCC)

La Section des archives politiques de Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a pour mandat l'acquisition, la gestion et la diffusion des archives jugées d'importance historique nationale que produisent les politiciens fédéraux, leurs collaborateurs et les partis, et cela pour une périodisation couvrant 1867 à nos jours. L'un des projets actuels d'envergure de l'institution est celui des archives du très honorable Jean Chrétien, léguées entre 2004 et 2006. La partie textuelle du fonds est constituée de 535 mètres linéaires, auxquels s'ajoutent environ 420 000 photographies, 37 CD-ROMS de documents iconographiques, 5600 documents visuels et sonores et 35 gigaoctets de documents électroniques. La diversité et l'instabilité de certains des supports témoignent d'ailleurs d'une problématique soulevée par la majorité des intervenants de la table ronde.

L'accès au patrimoine documentaire canadien et la valorisation des archives – incluant les archives politiques – est l'un des mandat premier de BAC. Afin de maximiser cet accès, l'institution privilégie des instruments de recherche au niveau du dossier ou de la pièce, les descriptions étant disponibles quasi-simultanément en ligne via *ArchiviaNet*⁶. Dans le cadre du Projet des archives de Jean Chrétien, le stade d'avancement des opérations ne permet pas encore la concrétisation d'un projet de mise en valeur, qui passerait vraisemblablement par le Web⁷. Il importe également d'attirer l'attention sur le nouveau contexte de diffusion qui prévaut à BAC, qui développe ses programmes de valorisation en fonction d'une intention stratégique visant à créer des possibilités d'apprentissage attractives. La valorisation des archives passe ainsi par une perspective globalisante qui met en relation un ensemble de ressources, archivistiques et autres. Chaque volet du programme se veut une porte d'entrée qui, en attisant la curiosité, amène progressivement le client à explorer les collections⁸.

Pour sa part, le Musée canadien des civilisations (MCC) créait, en 2002, un programme de recherche en histoire politique. Certes, avant cette date, des archives ont été léguées au MCC, mais ces actions ne résultaient pas d'un véritable plan d'acquisition. Le conservateur en histoire politique du MCC indique cependant que l'institution ne compte pas jouer un rôle majeur dans le domaine des archives politiques québécoises. Ce rôle est, et demeurera, secondaire et marginal par rapport aux orientations du MCC, et ce pour deux raisons.

Premièrement, le MCC a pour mission de constituer et de préserver des collections d'artefacts. Les archives ne sont donc pas au cœur de ses priorités ; il s'agit plutôt de la prérogative de BAC. Toutefois, au gré des hasards des donations, il arrive que le MCC reçoive des archives. Il conserve, entre autres, des

⁶ Voir les divers outils disponibles via <http://search-recherche.collectionscanada.ca/archives/search.jsp?Language=fre>.

⁷ Toutefois, une série d'entrevues et de reportages réalisés par Radio-Canada télé et radio en février 2007 mettent en valeur les archives politiques de Jean Chrétien. Accessible sur Internet via : http://www.radio-canada.ca/regions/mauricie/Dossiers/archivesjeanchretien_12292.shtml

⁸ Une grande partie du contenu Web mettant en valeur les archives politiques de l'institution est disponible via <http://www.collectionscanada.gc.ca/politique-gouvernement/index-f.html#o>.

documents qui illustrent, expliquent et mettent en contexte les artefacts du MCC, alors que d'autres sont conservés pour leur valeur esthétique ou symbolique. Le second point qui circonscrit le rôle joué par le MCC dans le domaine des archives politiques québécoises est la portée pan-canadienne de sa mission. Au MCC comme à BAC, la place du Québec est assurée par l'impact qu'ont eu des politiciens québécois au niveau national et par celui de politiciens fédéraux au Québec. À cela s'ajoute l'influence déterminante, ressentie dans l'ensemble du Canada, d'individus ou de mouvements qui avaient des visées strictement québécoises.

Les archives des syndicats : la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Si les archives syndicales bénéficient d'un budget et d'un personnel de loin plus restreints, elles n'en demeurent pas moins situées au cœur de stratégies de mise en valeur diversifiées. En effet, ces archives témoignent de l'histoire syndicale et du monde du travail – en étroite liaison avec la sphère politique – et, plus globalement encore, de l'évolution de la société québécoise elle-même. À cet égard, les photographies, enregistrements sonores et films sont régulièrement rendus accessibles au grand public via diverses modalités allant de l'illustration de manuels scolaires à la documentation de téléseries et documentaires. La préservation de ces riches témoignages passe en grande partie par la numérisation, et cela afin de rendre les documents disponibles tout en préservant les originaux. Il s'agit également de répondre aux besoins des membres en permettant la « réactivation » d'archives et leur circulation ainsi que la recherche plein texte dans des documents qui, souvent, sont toujours actifs ou semi-actifs.

Les archives des partis politiques : l'exemple du Parti Québécois

L'acquisition et la préservation des archives des partis politiques ont souffert cruellement, par le passé, des changements de gouvernement, des aléas de la vie politique et de l'absence de tradition en la matière. Dans ce contexte, le Parti Québécois, qui préserve avec un budget restreint ses archives depuis sa fondation en 1968, fait donc très bonne figure. Bien classifiées, ces archives textuelles, audiovisuelles, sonores et photographiques sont mises en valeur de nombreuses façons, et cela généralement à des fins partisans. Ainsi, les photographies (dont plusieurs sont numérisées) et affiches sont utilisées pour la promotion du Parti – notamment via son site Internet – et pour les campagnes électorales, congrès et événements commémoratifs. Comme pour beaucoup de centres d'archives, des plus modestes aux plus grands, le défi de l'heure du côté des archives du Parti Québécois concerne l'informatisation et la migration indispensable de documents électroniques sur des supports viables.

Les archives universitaires au Québec : l'exemple de l'Université Laval

Les archives universitaires du Québec, qu'elles soient institutionnelles ou privées, témoignent non seulement du rapport entre l'institution et la société politique, mais également des courants de pensées politiques ayant traversés les milieux académiques. À cela s'ajoutent de précieux témoignages de l'imbrication du corps professoral et politique, comme de l'activisme du milieu étudiant. Les archives non institutionnelles de l'Université Laval, qui comportent les fonds de personnages marquants tels Thomas Chapais, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau et Fernand Dumont, sont mises en valeur via divers guides thématiques et instruments de recherche élaborés au niveau du dossier. Elles sont utilisées pour documenter des expositions et des publications sur l'histoire de l'Université et, ponctuellement, dans le cadre d'événements commémoratifs. Leur accessibilité et visibilité sont également assurées par le site Internet de la Division des archives de l'Université Laval, sur lequel trois expositions virtuelles contribuent à rendre plus vivant encore cet important pan du patrimoine⁹.

⁹ <http://www.archives.ulaval.ca/>

Les archives privées du Centre de recherche Lionel-Groulx

À l'origine était un chanoine... mais également un historien, un polémiste et assurément l'un des personnages politiques les plus marquants de son époque. En 1956 naissait la Fondation Lionel-Groulx, à laquelle seront léguées les archives du célèbre personnage. À partir de 1976, il sera possible de les consulter au Centre de recherche Lionel-Groulx¹⁰, qui comporte également une section Bibliothèque. Le Centre conserve et rend accessible aux chercheurs soixante-sept fonds et collections qui couvrent une période s'étendant du XVII^e siècle à nos jours, et plus particulièrement les années 1920-1960. Beaucoup sont directement rattachables à l'œuvre de Lionel Groulx. On y retrouve également les fonds de personnes physiques et morales ayant joué un rôle déterminant dans l'affirmation des nationalismes canadiens-français et québécois, de même qu'une vaste documentation portant sur l'histoire de l'Amérique française en générale.

Le mot de la fin

C'est sur une note positive et enthousiaste que s'est clôturée cette table ronde. Les ressources et initiatives en matière de préservation et de mise en valeur des archives politiques au Québec sont aujourd'hui plus nombreuses et variées que jamais auparavant. Les participants et participantes s'entendent néanmoins sur la nécessité de pousser plus avant la réflexion, de même que la concertation des divers intervenants du milieu de la conservation des archives politiques, qu'ils œuvrent au sein d'institutions gouvernementales, universitaires ou privées. Il importe en effet que les lieux de convergence émergent et se bonifient, à l'exemple du Réseau de diffusion des archives du Québec¹¹. Monsieur Élie Fallu, président du Comité des archives de la SOPOQ, conclura cette séance en rappelant que la mise en valeur des archives politiques est une responsabilité publique et commune.

Bruno Lemay et Lisa T. Goodyer

Archivistes – Archivists

Projet des archives de Jean Chrétien – Jean Chrétien Archives Project

Bibliothèque et Archives Canada – Library and Archives Canada

Participants :

Denis Monière – Président, Société du patrimoine politique du Québec

Élie Fallu – Président du Comité des archives, Société du patrimoine politique du Québec

Gaston Bernier – Secrétaire, Société du patrimoine politique du Québec

Marcel Masse – Président émérite, Société du patrimoine politique du Québec

Suzie Poulin – Chef de la section de la gestion des documents, des archives et des objets patrimoniaux, Assemblée nationale du Québec

Christian Drolet – Responsable des archives privées, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de Québec

François David – Responsable des archives privées, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de Montréal

Bruno Lemay – Archiviste, Bibliothèque et Archives Canada, Projet des archives de Jean Chrétien

Lisa Tremblay-Goodyer – Archiviste, Bibliothèque et Archives Canada, Projet des archives de Jean Chrétien

Xavier Gélinas – Conservateur en histoire politique, Musée canadien des civilisations

Geneviève Eustache – Responsable archives et documents, Musée canadien des civilisations

François Gagnon – Archiviste, Centrale des syndicats du Québec

¹⁰ <http://site.rdaq.qc.ca/crlg/home.htm>

¹¹ <http://www.rdaq.qc.ca/>

Yves Lacroix – Archiviste, Confédération des syndicats nationaux
Suzanne Turgeon – Archiviste, Parti Québécois
James Lambert – Archiviste, Université Laval
Philippe Bernard – Directeur, Centre de recherche Lionel-Groulx

Auditeurs :

Marc Beaudoin – Membre du conseil d’administration de la Société du patrimoine politique du Québec et représentant de la Fédération des sociétés d’histoire du Québec
Michel Frénette – Technicien en documentation, Ministère des Ressources naturelles
Claude Lamarre – Responsable de l’accès à l’information et des ressources documentaires, Ministère de la Santé et des Services sociaux
Michel Lévesque – Responsable de la gestion documentaire, Directeur général des élections et représentant de l’Association des archivistes du Québec
Michel Lévesque – Chercheur
Monique Nolin – Archiviste
Denis Perrault – Ministère de la Santé et des Services sociaux
Jocelyn Saint-Pierre – Historien, Assemblée nationale du Québec